

JEUDI 30 JUIN 2016

L'ECONOMISTE



LE PREMIER QUOTIDIEN ECONOMIQUE DU MAROC

EDITORIAL

Enorme recul

LE plus difficile était fait: au début des années 2000, le gouvernement Jettou et son ministre des Transports et de l'Équipement, Karim Ghellab, avaient essuyé les grèves les plus extravagantes contre la réforme du permis de conduire et surtout contre le programme de logistique. Qu'on se souvienne simplement qu'il y avait plus d'une cinquantaine d'associations professionnelles exigeant d'avoir partie au dialogue et que le problème le plus difficile était de trouver leur adresse pour leur envoyer les invitations. Nul n'était dupe: c'était une résistance à toute forme de rationalisation. La résistance venait essentiellement du transport routier. Ceux-là mêmes qui se plaignent de ne pas avoir assez d'endroits sûrs pour charger et décharger leurs marchandises, à l'abri des agressions et des passagers clandestins. Pas d'endroit où se reposer au propre, pas d'endroit pour discuter affaires, où entretenir les camions...

Au lieu de cela, au moment où tout le pays ramasse les sacs-mika, les douars sont tous souillés d'huile de vidange, pour des décennies. On se plaint des rentes, mais on ne lève pas le petit doigt pour la logistique. Et on laisse la route tuer plus d'une dizaine de personnes par jour!

C'est ce qu'on sait, ce qu'on voit.

Il y a ce que l'on ne voit pas. Combien de contrats sont-ils perdus parce qu'au Maroc, on ne sait pas, on ne sait plus livrer correctement ses clients? Pourquoi faut-il des camions européens pour travailler au Maroc, quand le gouvernement a abandonné le plan logistique?

Non seulement deux gouvernements successifs, El Fassi et Benkirane, ont stoppé la modernisation de ce secteur stratégique, mais en plus ils ont permis le retour de pratiques anciennes.

Résultat: le Maroc a reculé de 24 places dans le classement mondial de la logistique. □

Nadia SALAH

Délais de paiement

Les TPME en péril

• Elles deviennent, malgré elles, des banquiers

• Un warning du comité de surveillance des risques systémiques

• Le mal des délais de paiement est un puissant frein à l'investissement

Voir page 11

L'ONEE pire que la Samir?

L'ARDOISE est salée. L'Office national de l'électricité et de l'eau potable cumule un endettement de près de 57 milliards de DH à fin 2015. La Cour des comptes tire la sonnette d'alarme: l'orga-

nisme affiche la plus grosse fragilité financière parmi les établissements et entreprises publics du Royaume. L'Office se défend et affirme s'endetter pour investir. □

Voir page 2



Encore l'horreur à Istanbul

Voir page 30